

*Article 31 du Règlement***LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**L'hon. John Bosley (Don Valley-Ouest):** Madame la Présidente, le Centre de recherches pour le développement international, le CRDI, est bien connu de nous tous.

Il publiait récemment un document intitulé *Un programme mondial: Une perspective sud-nord*. C'est le premier document d'une série d'analyses des questions de développement international intéressant tous les Canadiens.

Ce document définit l'orientation à donner aux travaux scientifiques pour régler divers problèmes mondiaux, par exemple la situation précaire de l'environnement, la croissance démographique, la crise de l'endettement, le fléau de la drogue, toutes choses qui menacent la paix et la sécurité.

En appuyant les travaux de recherche, le CRDI aide les pays en voie de développement à définir eux-mêmes des solutions à long terme à d'urgents problèmes de développement.

Le CRDI a publié cet ouvrage à l'occasion de son vingtième anniversaire, pour diffuser une partie des connaissances acquises en vingt ans de collaboration internationale à la recherche et à la science.

Son président a bien voulu faire en sorte qu'il y ait suffisamment d'exemplaires pour tous les députés. J'invite fortement chaque député à lire ce document qui vient à point.

\* \* \*

**LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LE SIDA**

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Madame la Présidente, le 7 avril 1989, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que le SIDA était un problème qui dépassait les frontières nationales.

Cette maladie n'a pas besoin d'une stratégie nationale pour se propager, mais ses victimes, elles, l'attendent depuis très, très longtemps.

En novembre 1989, on pouvait lire dans le *Toronto Star* qu'à Montréal, au début de 1989, une femme sur 394 était porteuse du virus du SIDA au moment de son accouchement.

Selon les derniers chiffres du Centre fédéral sur le SIDA, 51 enfants âgés de moins de 15 ans sont atteints du SIDA au Canada.

Plus de 2 000 personnes sont victimes de cette maladie mortelle. Combien d'autres devront être victimes d'un gouvernement qui n'a pas la volonté politique d'agir plus concrètement et plus rapidement dans ce dossier?

Nous perdons du temps précieux parce que le gouvernement du Canada manque de volonté et tarde à annoncer sa stratégie nationale sur le SIDA.

Et pendant que nous perdons du temps, des familles canadiennes perdent des êtres chers. Récemment s'est tenue, dans le Canada atlantique, une conférence ayant pour thème le réseau atlantique du SIDA. Les participants, qui venaient des quatre provinces maritimes, ont alors conclu que le gouvernement du Canada doit faire preuve d'une grande initiative dans la lutte contre le SIDA.

J'exhorte donc le ministre et le premier ministre à prendre leurs responsabilités au sérieux et à présenter immédiatement une stratégie nationale sur le SIDA.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

**M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Madame la Présidente, j'interviens pour féliciter le ministre de l'Agriculture qui a annoncé, vendredi dernier, l'adoption cette année de mesures de soutien des revenus agricoles.

En raison surtout des problèmes sérieux de liquidités avec lesquels le secteur des céréales et des oléagineux est aux prises actuellement, le gouvernement fédéral s'est engagé à débloquer 500 millions de dollars qui, combinés à une contribution provinciale équivalente, permettront de combler le manque à gagner prévu cette année au chapitre des revenus agricoles.

L'agriculture est un domaine de compétence fédérale-provinciale. De concert avec les provinces, le gouvernement fédéral arrêtera les modalités d'aide les mieux assorties aux besoins particuliers de la province concernée, dans l'esprit de sa stratégie *Partenaires dans la croissance*. L'aide en question doit être sans incidence sur la production et sur l'environnement, et elle doit déboucher sur l'établissement d'une protection générale à long terme dans le domaine agricole.

Ces mesures prouvent encore une fois que le gouvernement s'est engagé à défendre, de façon soutenue, la cause des producteurs agricoles du Canada.